

Faire entendre la voix des femmes afghanes

Shoukria Haïdar est présidente de l'association Negar (« La trace »), créée en 1996 lors de la prise de Kaboul par les talibans, et qui œuvre pour les droits des femmes ici et là-bas. Un combat plus que jamais nécessaire... D&L s'est entretenu avec elle. L'occasion, aussi, de découvrir son parcours.

Roland BIACHE, secrétaire général de la LDH

Shoukria Haïdar est née à Maïdan, près de Kaboul en Afghanistan, en 1957. Elle y grandit, au sein d'une famille où on lit beaucoup. Elle est scolarisée, pratique le basket, le karaté et le ping-pong, et va à l'université après l'obtention du baccalauréat. Elle travaille ensuite au bureau afghan du Comité international olympique, et donne des cours à la faculté de sport de Kaboul.

Arrivée en France en 1980 comme réfugiée politique, deux ans après l'entrée des soviétiques en Afghanistan, elle ne parle pas un mot de français. Son apprentissage de la langue se fait « sur le tas », tandis qu'elle devient professeure d'éducation physique, dans un collège de Seine-Saint-Denis. Elle obtiendra la nationalité française en 1998. Elle retourne en Afghanistan en 1995, avec de nombreux projets en tête, et redécouvre son pays en proie aux querelles de factions avides de pouvoir, et avec leur cortège d'exactions, notamment envers les femmes. La pauvreté d'une grande partie de la population est extrême, mais les gens sont, dit-elle, « pleins de vie ». Kaboul est presque entièrement détruite, comme de nombreuses villes et villages du pays. D'une certaine façon, la guerre Est/Ouest se fait en Afghanistan...

Sur place elle entend parler de la montée en puissance des talibans, dont elle connaissait l'existence depuis 1994. Pour elle, les talibans, des islamistes fondamentalistes, ont été créés pour qu'il soit

fait table rase de toutes celles et ceux qui ont fait preuve d'audace et voulaient juste vivre dignement.

En 1996, Kaboul tombe aux mains des talibans. Très rapidement, ils éradiquent la totalité des droits les plus élémentaires des femmes. C'est, à l'époque, pour Shoukria Haïdar, « quelque chose d'inimaginable ». Menacée, elle revient en France et décide de s'engager concrètement. L'occasion lui est donnée d'intervenir au Congrès des femmes de Saint-Denis : deux minutes pour appeler à la solidarité envers les femmes afghanes ! Et de là, l'idée : il faut créer une association. Negar-Soutien aux femmes d'Afghanistan voit ainsi le jour pour répondre aux cris des femmes là-bas, mobiliser ici, et pour mener des actions (construction d'écoles, formations pour les femmes...) ⁽¹⁾.

« Faire un travail politique » pour le pays

« *Le problème en Afghanistan est politique, il fallait donc faire un travail politique* », dit Shoukria Haïdar. Elle prend alors de nombreux contacts pendant cette période, notamment avec des femmes ministres du gouvernement Jospin : Martine Aubry, Elisabeth Guigou, Marie-George Buffet... Tout va assez vite. Elle rédige un rapport dans lequel elle évoque la nécessaire non-reconnaissance de l'Etat taliban. Et veut absolument faire entendre la voix des femmes afghanes, absente jusque-là.

En 2000, avec le soutien d'associations, de parlementaires français et européens et de citoyennes et citoyens, elle organise la

conférence de Douchambé (capitale du Tadjikistan), qui aboutit à la Déclaration des droits fondamentaux de la femme afghane ⁽²⁾.

Puis il y a 2001. La chute des talibans, quelques mois après les attentats du 11 septembre. Un espoir immense se fait jour : la paix – ou plutôt un état de non-guerre, toujours bon à prendre –, après plus de vingt-cinq ans de conflit. Enfin !

Dans ce contexte d'une relative stabilité (des groupes de talibans sévissent toujours dans certaines régions), Negar développe ses activités, comme de nombreuses autres associations, dans les domaines sanitaire et éducatif, principalement. Le pays évolue, la condition des femmes s'améliore très lentement, surtout dans les grandes villes. L'Afghanistan reste cependant un des pays les plus pauvres de la planète, avec des inégalités criantes et une corruption endémique, autour du trafic de l'opium, notamment.

La présidente de Negar-Soutien aux femmes d'Afghanistan se voit décerner, en 2014, le Grand Prix international de la laïcité.

2021 et le retour des (mêmes) talibans

L'annonce du retrait des Américains, décidé unilatéralement par Donald Trump en 2018, ouvre un cycle de négociations dont l'objectif essentiel est de permettre le départ « en douceur » des troupes américaines et d'organiser des négociations entre le pouvoir afghan et les talibans. L'inquiétude gagne le pays, mais per-

(1) www.negar-afghanwomen.org.

(2) <http://worfa.free.fr>.



© DR

*La non-reconnaissance
du régime des talibans,
c'est la clé de l'avenir.»
(S. Haïdar)*

sonne ne peut imaginer la débâcle du mois d'août 2021, avec son cortège de milliers de personnes cherchant à fuir le pays, par peur des représailles.

Malgré cela, Negar et d'autres ONG restent actives. Les talibans leur laissent une marge d'intervention ainsi qu'aux femmes, le temps d'obtenir la reconnaissance de leur régime...

Mais pour Shoukria Haïdar, il ne faut pas être dupe. Les talibans n'ont pas changé d'idéologie. Ils maîtrisent bien mieux la communication qu'il y a vingt ans, en essayant de se faire passer pour des «modérés», allant jusqu'à tenter de faire croire qu'ils sont un rempart contre les groupes djihadistes radicaux (la branche locale de l'organisation de l'Etat islamique-OEI, entre autres factions) qui sévissent

dans le pays et organisent régulièrement des attentats. Il ne faut pas tomber «dans le panneau»: les talibans n'ont pas changé. Les purges commencent, visant celles et ceux qui ont travaillé avec les forces de l'Otan, les femmes, les homosexuels, les journalistes et les «infidèles», qu'il faut «éliminer».

C'est pourquoi il est essentiel, pour elle, de ne pas reconnaître ce régime. C'est le seul

moyen d'exercer une pression sur les talibans, et ce d'autant que la situation humanitaire est catastrophique. Des millions de personnes sont menacées de famine, suite à l'arrêt des financements internationaux et à très forte sécheresse.

Dans ce contexte difficile, Negar mène deux types d'action.

Premièrement, une action de plaidoyer: il s'agit de mener une campagne (création d'une carte postale papier et virtuelle en plusieurs langues, avec un slogan «non-reconnaissance des talibans, pour les droits des femmes»); car la non-reconnaissance des talibans, c'est pour Shoukria Haïdar «la clé» de l'avenir et des droits et des libertés en Afghanistan. «*La place de la femme est centrale en Afghanistan, car elle est toujours la mère, la fille, la femme de quelqu'un. A travers la femme, on enchaîne l'homme, aussi si la femme est libre, l'homme l'est également.*» L'axe «droit des femmes» est donc très important.

Deuxièmement, une action de mobilisation de la communauté internationale; il faut aussi pousser les Nations unies à trouver une solution politique, au-delà de l'aide humanitaire qu'elle délivre actuellement, en contournant les talibans.

Shoukria Haïdar estime que le fils de Massoud a, dans ce cadre, un rôle important à jouer. Malgré sa jeunesse (33 ans), il a «l'autorité et le charisme». Il fait partie de la solution pour un avenir meilleur de l'Afghanistan. Et de rappeler: «*La culture des talibans est étrangère à l'Afghanistan. Ne l'oublions pas.*» ●

«Les talibans maîtrisent bien mieux la communication aujourd'hui qu'il y a vingt ans, en essayant de se faire passer pour des "modérés". Mais pour Shoukria Haïdar, il ne faut pas être dupe. Ils n'ont pas changé d'idéologie.»